



SOMMAIRE

ACTU - AGENDA

 Au CRAJEP	p1
 Chez les membres et leurs réseaux	p2
 En région	p4
 Au national	p5
 Offres d'emplois	p6

RESSOURCES - OUTILS

 Ressources péda	p7
 Financements	p7
 Parutions, publications	p8

INFOS - PRESSE

 A la une	p10
---	-----



Actu - Agenda



Au CRAJEP



Formation 1er accueil : 2 nouvelles sessions

L'axe formation de la plateforme Ready to Move ! organise deux nouvelles sessions de formation 1er accueil.

Celle-ci permet aux participants travaillant quotidiennement avec les jeunes, d'être en capacité de donner les principales informations sur les différents dispositifs de mobilité vers l'Europe et l'international, de répondre à leurs questions, de les orienter vers les structures compétentes en Région Hauts-de-France

> **Inscription obligatoire :**

Jeudi 06 février à Beauvais : [inscription](#)

Lundi 25 février à Valenciennes : [inscription](#)

> **Pour tout renseignement :** contact@ready-to-move.fr

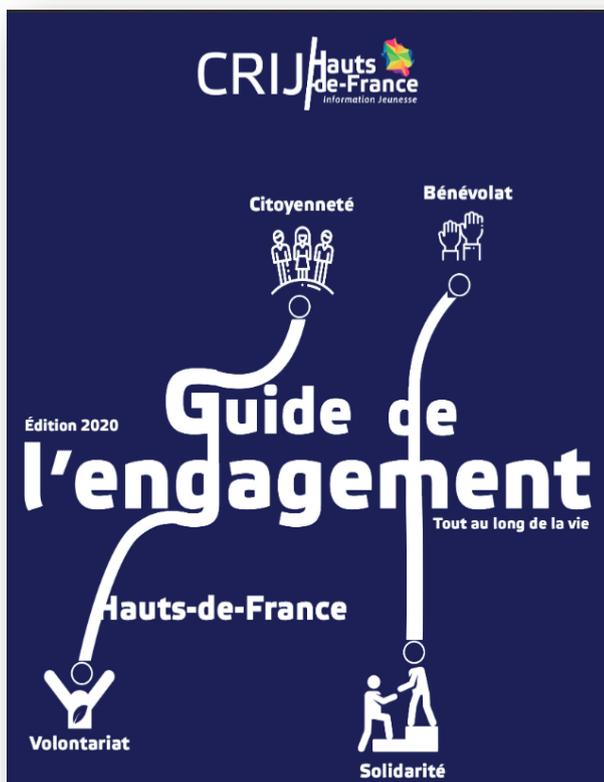


PROVOX : « Les jeunes ne sont pas les citoyen.ne.s de demain, mais d'aujourd'hui ! »



Le CNAJEP et le CRAJEP HdF ont co-animé un temps de réflexion-débat ludico-galactique dans la salle du conseil municipal d'Amiens avec 140 jeunes venus de toute la France, le samedi 25 janvier dans le cadre du Dialogue Structuré et du festival PROVOX. Le sujet : en l'an 3000, le ministère a le projet de suspendre le vote et toute forme de participation politique pour les jeunes de moins de 25 ans. Résultat, les jeunes ont démontré une fois de plus leur capacité et leur motivation à faire entendre leur voix !

Chez les Membres et leurs Réseaux



Un pacte pour rendre plus compréhensibles les dates de consommation : Familles Rurales s'engage

Signataire du pacte de lutte contre le gaspillage alimentaire en 2017, Familles Rurales soutient les initiatives qui contribuent à diminuer le gaspillage alimentaire en particulier auprès des familles. Aujourd'hui, 38 acteurs de la filière alimentaire – dont Familles Rurales – signent le Pacte sur les Dates de Consommation de Too Good To Go : 10

[LIRE +](#)

LE SITE DE L'UFCV À BOUVINES MIS À DISPOSITION POUR 66 RÉFUGIÉS



Depuis le lundi 25 novembre, l'Ufcv en Hauts-de-France accueille sur son site de Bouvines 66 réfugiés, ayant pour pays d'origine l'Irak, l'Iran ou la Syrie, dans le cadre d'une opération de mise à l'abri à Grande-Synthe.

Ces personnes migrantes et isolées seront accueillies durant quatre semaines au sein du centre d'accueil et d'hébergement collectif de l'Ufcv.

En partenariat avec l'Armée du Salut et à la demande de la Préfecture du Nord et du service de la Direction départementale de la Cohésion Sociale, l'Ufcv a fait le choix de répondre favorablement, et pour la deuxième fois, à cette opération.

En effet, en 2018, une opération similaire avait déjà eu lieu à Bouvines, et permis la mise à l'abri de 55 réfugiés, dont de nombreuses familles.

Réunion Commission ECSI

18 février 2020 - 13h30 à 17h00 à Lille

Venez échanger avec les acteurs de l'ECSI (Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale), développer son réseau, connaître les actualités et appréhender les dynamiques régionales en place...



En savoir plus

Inscription encore possible pour la formation BPJEPS Loisirs Tous Publics de mars 2020

Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport

BPJEPS

Loisirs Tous Publics

habilité Concevoir, conduire ou coordonner un projet d'accompagnement à la scolarité ou de loisirs périscolaires

Les Ceméa Nord-Pas de Calais mettent en place une formation menant au BPJEPS Loisirs Tous Publics à compter du 9 mars 2020 à Tourcoing. Cette formation accueillera des salariés et des demandeurs d'emploi, ces derniers peuvent bénéficier d'un financement du Conseil régional. Pour en savoir plus : Rendez-vous à l'une des Réunions d'Informations Collectives > le 29/01/2020 à 10h ou 05/02/2020 à 14h à Lille aux Ceméa. Consultez notre plaquette et renvoyez-nous votre dossier d'inscription complété au plus vite et [LIRE LA SUITE...](#)

LE PROJET D'INCLUSION NUMÉRIQUE

#CENTRES SOCIAUX

FÊTE SES 1 AN !
RETOUR SUR 2019 :

2.0 | 16.0 | 8.0

30 centres sociaux dans les Pays Picards se sont investis dans la lutte contre l'illectronisme.



38 animateurs numérique et 10 chargées d'accueil ont fait vivre le projet dans les structures..

+ 1500 ATELIERS

réalisés dans les centres sociaux portant sur l'accès aux droits, l'apprentissage des outils, l'éducation, la prévention, la robotique, la création numérique...



4 450 HABITANTS BÉNÉFICIAIRES
&
+ 13 000 PARTICIPATIONS

L'opération #Centres Sociaux 2.0|16.0|8.0 est co-financée par l'Union Européenne dans le cadre du programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la région Hauts-de-France.



Carsat

UNION EUROPÉENNE

l'Europe s'engage

Hauts-de-France

avec le FEDER

Region Hauts-de-France

UNION EUROPÉENNE

UNION EUROPÉENNE

UNION EUROPÉENNE

UNION EUROPÉENNE

UNION EUROPÉENNE

UNION EUROPÉENNE



« MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, POUR 2020 LES ASSOCIATIONS FONT LE VŒU D'UNE ACTION ENFIN DÉTERMINÉE POUR LES PERSONNES SANS-ABRI ET MAL LOGÉES »

RESTITUTION DES DÉCOUVERTES AUX PAYS-BAS

Samedi 15 février

15H à 17H
Maison des
Associations
de Tourcoing

PROGRAMME

**GOUTER
DÉBAT
GOUTER**



LES EXPLORATEURS DE L'ENGAGEMENT

à travers cette restitution
retracent leurs expériences et
les pratiques citoyennes observées
lors de leur dernier voyage aux

PAYS-BAS

LES EXPLORATEURS
CIVILIS RÉGIONALE

MdA
Maison des Associations
de TOURCOING



JUNIOR

Fédération NADP
Néerlandais de la Région
du Nord-Pas de Calais

Collège
Lucie Fabryoc

Collège
Lynde Gambaetta
Tourcoing

Lynde
Gambaetta
Tourcoing



Hauts-de-France

Tourcoing

Sciences, innovations, société :
la rencontre des professionnels
en Hauts-de-France



Jeudi 13.02.2020
Université
d'Artois, Arras

"SCIENCES, INNOVATIONS, SOCIÉTÉ" 13 FÉVRIER 2020 À ARRAS : INSCRIVEZ-VOUS !

**MÉDIATEURS, BIBLIOTHÉCAIRES, ANIMATEURS, CHERCHEURS,
ENSEIGNANTS, PASSIONNÉS DE SCIENCES ET TECHNIQUES,
DÉCIDEURS : FAISONS CONNAISSANCE !**

**Sciences, innovations, société : la rencontre des professionnels en
Hauts-de-France**

13 Février 2020 – Université d'Artois – Arras

L'IREV propose d'animer un réseau
régional des professionnels des 13
Cités éducatives Hauts-de-France.

**Une première étape du
Tour des Cités éducatives
à Amiens le 11 février**



Plan de formation "Valeurs de la République et laïcité"

La formation Valeurs de la République et laïcité permet aux professionnels et aux bénévoles associatifs d'être au clair avec le principe de laïcité, de mieux comprendre comment l'appliquer et l'expliquer dans l'exercice de leurs métiers. Retrouvez dans cet article les informations sur la formation et les prochains rendez-vous régionaux.

Retrouvez les prochaines sessions de formation en suivant ce lien :
<http://valeursrepubliquelaicite-npdcp.fr/formations/>



Au National

Formations de l'Anacej 2020

Pour imaginer, faire vivre et pérenniser la participation des enfants et des jeunes dans tous les territoires, l'Anacej renouvelle chaque année ses offres de formation et s'adapte aux besoins des professionnels.e.s enfance-jeunesse.

[Toutes les formations](#)

POSITIONNEMENT

Le Cnajep s'engage pour une formation d'éducation populaire porteuse de transformation et d'émancipation

Quelles sont les villes en lice pour la Capitale européenne de la Jeunesse 2023 ?



- Baia Mare (Roumanie)
 - Izmir (Turquie)
 - Kazan (Russie)
 - Lublin (Pologne)
- Poznan (Pologne)
- Lviv (Ukraine)

CHARGE.E DE DÉVELOPPEMENT **de la Fabrique Numérique du Grand Amiénois**

La Machinerie, chef de file pour un consortium de 6 Tiers-Lieu à Amiens est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt du CGET "Fabrique Numérique de Territoire" pour le Grand Amiénois. La "Fabrique Numérique du Grand Amiénois" a pour objectifs:

- Renforcer la soutenabilité des Tiers-Lieux
- Encourager l'essaimage et la diffusion des Tiers-Lieux
- Contribuer à structurer et augmenter les projets numériques du territoire, dans toutes leurs composantes et en priorité dans les quartiers politique de la ville.

Profil:

- Niveau Bac + 4/5
- Formations et expériences confirmées dans l'économie sociale et solidaire, développement local ou l'animation de réseaux
- Connaissance sur les démarches de coopération
- Contrat à durée indéterminée
- Rémunération à 2400€ brut sur 12 mois. 35h / hebdo. Pas de convention collective.

Le.a chargé.e de développement est recruté.e par La Machinerie au nom du consortium
Prise de poste à partir du 1 mars 2020.

Merci de candidater avec lettre de motivation et CV par mail à l'adresse marie@lamachinerie.org avant le 24 Février.

L'ACSRV de Valenciennes recrute 5 salariés en CDI d'opération !!!



Le projet des « Centres sociaux connectés du bassin minier » a pour volonté de réduire la fracture des usages numériques et d'accompagner les habitants autour des enjeux de transition numérique. Il vise le développement des usages numériques et des pratiques collaboratives dans les centres sociaux.

Les profils de poste sont à télécharger ci-après:

Chargé-e d'animation: [Cliquez ICI](#) **Chargé-e administratif :** [Cliquez ICI](#) **Chargé-e d'innovation:** [Cliquez ICI](#)
Chargé-e de communication: [Cliquez ICI](#) **Chargé-e de coordination:** [Cliquez ICI](#)

Chargé.e de mission Europe et International

Prise de poste le 24 février 2020 / Entretien le 10 février 2020.



Le.a chargé.e de mission Europe/International aura la responsabilité des missions suivantes avec l'appui de la coordinatrice du pôle engagement et des membres de l'équipe et de l'association :

- Développement et suivi des projets de mobilité européenne et internationale
- Animation du réseau d'acteurs impliqués dans les projets
- Développement des partenariats

Bureau basé à Lille, missions sur les Hauts-de-France.

Contrat CDD temps plein à démarrer en février 2020 pour 12 mois.

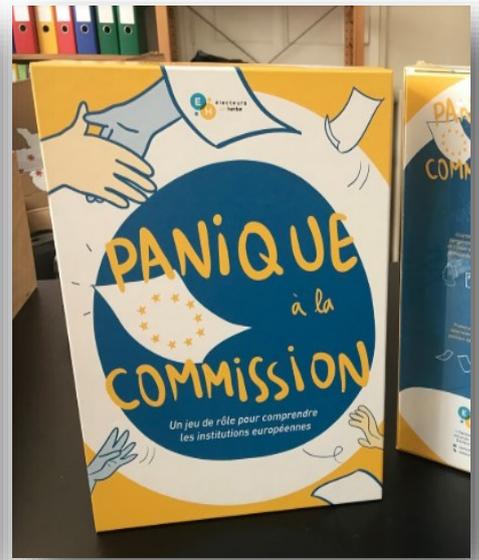
Groupe D de la CCNA 280/300 points en fonction de l'expérience.

Envoyer CV et Lettre de motivation à emilie.laury@leolagrange.org

L'annonce
complète

➔ Ressources - outils

➔ Ressources Péda



➔ Financements


 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
FDVA
 FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE



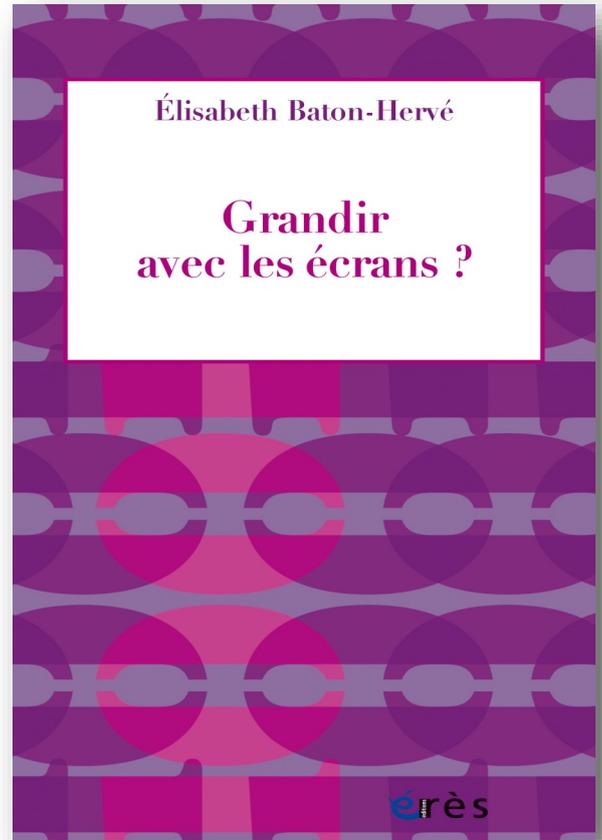
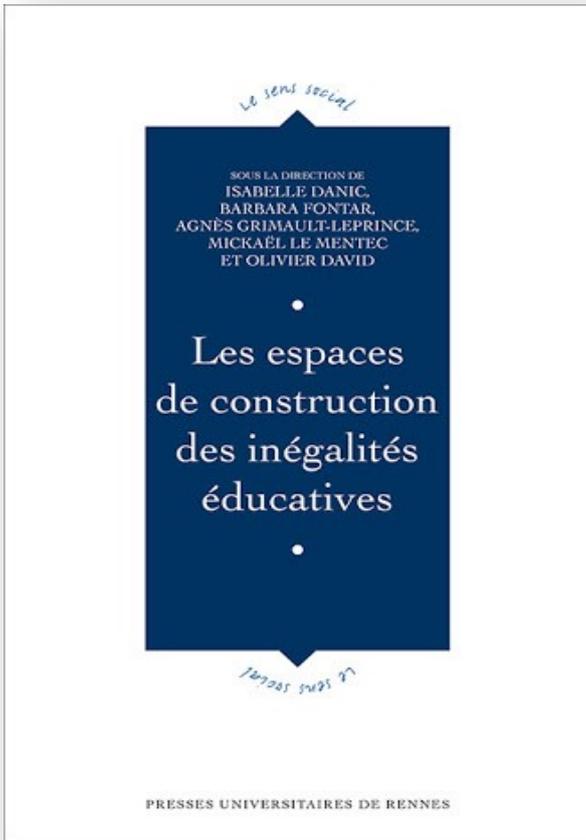

 Premier ministre COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES
 MINISTÈRE DE LA COHESION DES TERRITOIRES
 MINISTÈRE DE LA CULTURE

 C'est mon patrimoine ! 2020 en région Hauts-de-France
 Appel à projets et modalités de candidature



 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
Appel à projets 2020
Aidons tous les collégiens à réussir !
 Explorer les voies possibles, renouveler les pratiques


Appel à candidatures 2020
Bourses aux jeunes majeurs privés de soutien familial



 **injep** analyses & synthèses
STATISTIQUE PUBLIQUE N° 31 - Janvier 2020

NI EN EMPLOI, NI EN ÉTUDES, NI EN FORMATION

Les « NEET », des ressources et des conditions de vie hétérogènes

En France, en 2017, 13,9 % des jeunes de 15 à 29 ans n'étaient ni en emploi, ni en études, ni en formation. Ce 1,6 million de jeunes est couramment désigné par le terme NEET, acronyme anglais de *not in employment, education or training*. Une analyse des ressources financières des NEET à partir de l'Enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ 2014) permet de montrer une forte hétérogénéité dans les conditions de vie, les niveaux et les sources de revenus. Ainsi, les jeunes NEET sortis récemment de l'enseignement supérieur avec un diplôme et ayant déjà travaillé passeront peu de temps dans la catégorie des NEET. Ces jeunes ont des ressources financières 2,5 à 3 fois plus élevées que les NEET sans diplôme et n'ayant jamais travaillé.

Depuis un dizaine d'années, les politiques d'insertion sociale et professionnelle à destination de la catégorie des NEET ont pris de l'importance, à l'instar de la Garantie jeunes. Expérimenté en 2015, puis généralisé en 2017 avec 80 000 entrées, ce dispositif est destiné aux NEET les plus vulnérables. L'appartenance au groupe des NEET renvoie toutefois à des situations économiques et sociales très diverses. Cette diversité a été peu étudiée sous l'angle des revenus et des conditions de vie. L'Enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ), produite par la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) en 2014, permet d'identifier les NEET ?

Les ressources des NEET proviennent au moins autant de leurs emplois précédents que des aides sociales : les personnes se

les 18-24 ans et d'étudier le niveau ainsi que l'origine de leurs ressources financières en fonction de leur profil social. L'analyse réalisée par l'INJEP met en évidence l'hétérogénéité de cette catégorie en distinguant cinq groupes d'individus aux situations sociales contrastées. Ces situations correspondent à des niveaux de revenus également hétérogènes : les niveaux de revenus moyens peuvent varier du simple au triple entre ces groupes. Ce résultat invite ainsi à repenser l'articulation entre, d'une part, la catégorie statistique des NEET et, d'autre part, la cible des politiques de jeunesse en faveur de l'insertion professionnelle. En effet, tous les jeunes ne correspondent à la définition des NEET ne nécessitent pas un suivi de même nature en vue de leur insertion : la Garantie jeunes ne cible d'ailleurs que les NEET « en situation de grande précarité ». Inversement, tous les jeunes suivis par les missions locales ne correspondent pas nécessairement à la définition, s'ils obtiennent des « petits boulots » transitoires ou participent à des formations. Le décalage entre la catégorie de NEET et ces situations d'insertion précises est parfois relevé par les professionnels de la jeunesse eux-mêmes (Couronné, Sarlati, 2018).

De quoi vivent les NEET ?

Les ressources des NEET proviennent au moins autant de leurs emplois précédents que des aides sociales : les personnes se

Quentin Francoeur, chargé d'études, INJEP.

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire - Service à compétence nationale, 03 97 94 - Membre de l'éducation nationale et de la jeunesse, 95, avenue de France - 75000 Paris cedex 11 - Téléphone : 01 70 38 94 00 - Télécopie : 01 70 38 94 20 - www.injep.fr

fiches repères @ injep

Jeunes pauvres : quelles mesures et définitions ?

La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée par le gouvernement en 2018 pose clairement la nécessité d'agir envers les jeunes, qui en sont les « premières victimes ». Mais, comment identifier les jeunes pauvres ? La notion de pauvreté, qui peut sembler évidente, a en réalité des frontières floues. Multidimensionnelle, elle peut se mesurer à la fois dans les esprits (s'estimer ou être vu comme pauvre), dans les poches (ressources) et dans les textes (droits) (Damon, 2016). Néanmoins, ces définitions de la pauvreté rencontrent des limites lorsqu'il s'agit de les appliquer aux jeunes, et donnent à voir certains enjeux qui sous-tendent l'élaboration d'une catégorie de « jeunes pauvres ».

UNE APPROCHE DE LA PAUVRETÉ PAR LES PRIVATIONS

Une définition, intuitive, de la pauvreté consiste à l'associer à l'impossibilité de vivre dignement, c'est-à-dire de se nourrir, de se vêtir, de se loger, etc. Cette pauvreté, dite absolue, est invariable dans le temps, et dépeint de la richesse globale de la société. Concrètement, il s'agit, le plus souvent, de déterminer un panier de biens permettant d'accéder à un « minimum décent », un ménage étant considéré comme pauvre lorsque ses ressources sont insuffisantes pour couvrir le coût de ce panier. Cette approche est peu mobilisée en France et les quelques travaux existants (budgets de référence de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale [ONPES] par exemple) ne tiennent pas compte des situations juvéniles.

Une autre manière d'appréhender la pauvreté consiste à s'intéresser aux conditions de vie, et plus particulièrement à l'exclusion de certaines normes de consommation. Le taux de pauvreté en conditions de vie (Étatsat) mesure l'incapacité à couvrir au moins trois dépenses parmi neuf listées. End de 14 % pour les 18-24 ans contre 11 % pour la population totale : à première vue, les jeunes adultes ne souffrent pas davantage de privations. Toutefois, ce type d'indicateur repose en partie sur le jugement des ménages vis-à-vis de leur propre situation (pouvoir chauffer son logement, « faire face à des dépenses imprévues », etc.) D'ailleurs, l'examen du sentiment de pauvreté exprimé par les jeunes aboutit à un constat similaire. En 2018, d'après la baromètre d'opinion de la DREES, ce sentiment est comparable chez les jeunes (9 % parmi les 18-24 ans et chez l'ensemble des résidents en France métropolitaine (8 %). Ainsi, les jeunes n'ont pas l'impression d'enclaver plus de privations matérielles, soit parce qu'ils bénéficient d'un certain confort, soit parce qu'ils s'accoutument de privations jugées temporaires.

Intégrés sur le montant minimal pour qu'une personne puisse vivre, ou pour que leur propre ménage puisse « jàndre les deux bouts », les 18-24 ans domment, en moyenne, une valeur inférieure à celle proposée

par les individus des autres tranches d'âge (Géron, 2014). En fin de compte, la notion de « minimum décent » et la mesure de la pauvreté doivent être adaptées aux spécificités des modes de vie juvéniles. Selon leur situation, les jeunes n'ont pas les mêmes types de dépenses, et donc pas les mêmes besoins ou priorités. C'est par exemple le cas pour les étudiants (Virep, Wierquin, 1997).

UNE JEUNESSE PARTICULIÈREMENT TOUCHÉE PAR LA PAUVRETÉ MONÉTAIRE

La pauvreté est la plupart du temps appréhendée d'une manière relative, « l'indispensable » n'étant pas une notion universelle. Dans une société, les pauvres sont ceux ou celles qui vivent avec moins que la majorité de la population. Le taux de pauvreté monétaire relative est un indicateur classique : les ménages sont considérés comme pauvres dès lors qu'ils ont des revenus inférieurs à un certain seuil qui équivaut conventionnellement à 60 % du niveau de vie médian. La pauvreté monétaire touche davantage les jeunes : en 2017, 20 % des 18-24 ans, soit près de 1,7 million de jeunes, ont un niveau de vie mensuel inférieur à 1 041 euros contre 14 % des personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont la personne de référence n'est pas étudiante. Par ailleurs, cet indicateur donne à voir un rajeunissement de la population pauvre : au 10 ans, ce taux a été divisé par deux pour les plus de 65 ans tandis qu'il a été multiplié par deux pour les moins de 25 ans (Damon, 2016).

Ces difficultés monétaires accrues observées chez les jeunes sont d'autant plus préoccupantes que le nombre de jeunes pauvres apparaît sous-estimé. Effectivement certains individus, vivant dans une grande pauvreté dans la rue, des squats, bidonvilles, etc) ne sont pas comptabilisés. Ce ces « invisibles des statistiques » (Observatoire des inégalités, 2018) sont plutôt jeunes. Plus d'un jeune âgé de 18 à 24 ans sur deux accueilli par le Secours catholique vit dans un habitat instable :

1. Le revenu de référence partage la population française métropolitaine en deux, en 2017, une moitié dispose de moins de 1733 euros mensuels tandis que l'autre a des revenus supérieurs.

1. Fiches repères INJEP janvier 2020 Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) Observatoire de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative www.injep.fr

LES AVIS DU COJ

Version adoptée par la commission insertion et le Bureau du COJ

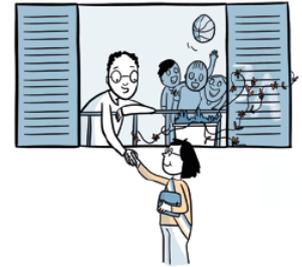


Le Revenu Universel d'Activité (RUA)

Pour l'ouverture dès 18 ans

Contribution du Conseil d'Orientation des politiques de Jeunesse

Antoine DULIN, Président de la Commission insertion des jeunes
Sandrine CHARNOZ, vice-présidente



L'ENGAGEMENT DANS UNE JUNIOR ASSOCIATION

ENTRE INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE ET POLITISATION



Le manuel pour mettre en œuvre la stratégie européenne pour la jeunesse

JEUNESSE, EUROPE ET EDUC POP

QUEL FUTUR LA JEUNESSE SOUHAITE-T-ELLE POUR L'EUROPE?

CETTE CAMPAGNE A PERMIS DE RECUEILLIR ET METTRE EN DÉBAT LES RECOMMANDATIONS DE JEUNES EN FRANCE ET EN EUROPE POUR L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE 2019-2027.



ProVOX
Provoquez le débat !
www.young-journalists.fr

YOUTH SECTOR STRATEGY 2030
Engaging young people with the Council of Europe's values

STRATÉGIE 2030 DU SECTEUR JEUNESSE
Permettre aux jeunes de s'engager sur les valeurs du Conseil de l'Europe



ofqj Office franco-québécois pour la jeunesse

DEMOCRACY RELOADING

Bruxelles, Belgique
Du 29 mars au 4 avril 2020

Jeunes innovateurs démocratiques, partez explorer la participation citoyenne en Belgique





INFOS - PRESSE



À la une

GÉNÉRATIONS Les jeunes condamnés à galérer ?

Alternatives Economiques

VINCENT GRIMAULT, LAURENT JEANNEAU ET XAVIER MOLÉNAT | 30/01/2020 |
ALTERNATIVES ECONOMIQUES N°398

Les jeunes sont aujourd'hui plus qu'hier exposés à la précarité. Mais ils ne sont pas forcément condamnés, d'autant que l'âge cache d'autres déterminants décisifs.



Jeunesse

Posté le 30/01/20 par Rédaction Weka

Éducation : collégiens et lycéens adhèrent très majoritairement à la laïcité

Le Monde

SOCIÉTÉ · HARCÈLEMENT

L'affaire Mila expliquée : insultes contre l'islam, menaces contre une lycéenne et réaction politique « maladroite »

Cela aurait pu rester une vidéo postée par une ado sur Instagram. C'est devenu une affaire aux dimensions politiques et judiciaires, et aux conséquences bien réelles pour la jeune fille.

Par Mattea Battaglia et Charlotte Herzog · Publié le 29 janvier 2020 à 20h14 · Mis à jour le 30 janvier 2020 à 10h36

REPORTAGE Le Danemark, paradis pour jeunes adultes

Alternatives Economiques

Grâce à la gratuité des études, un système de soutien à l'éducation très généreux et un marché du travail accommodant, la jeunesse danoise bénéficie d'une grande autonomie...



Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire

Siège social : 11 rue Ernest Deconinck, 59800 LILLE

Siège administratif : ESSpace, Parc de Beauvillé, 21 rue François Génin, 80000 AMIENS

06 95 68 94 28 - contact@crajephdf.org - www.crajephdf.org

